

retire (ibid) ; Art. 24 : *Son amendement (Décrets et arrêtés ayant fait l'objet d'un recours contentieux)* [20 mai 1954] (p. 2548) ; *le retire* (p. 2549). — Ses rapports sur des pétitions [7 juillet 1954] (p. 3283). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense [29 août 1954] (p. 4442) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 42-32 : *Amendement de M. Rosenblatt (Réduction de la subvention au Mouvement européen)* [6 décembre 1954] (p. 5865) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels ; Art. 3 bis : *Son amendement non soutenu (Modification de rédaction concernant la preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin)* [10 mai 1955] (p. 2611). = S'excuse de son absence [2 novembre 1955] (p. 5469), [29 novembre 1955] (p. 6037).

DELBOS (M. Yvon), *Député de la Dordogne* (R. R. S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est désigné comme membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 16). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (F. n° 164), [8 juillet 1954] (F. n° 407).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi portant ouverture de crédits pour les travaux préparatoires et la participation du Comité national français au congrès de l'Union latine à Rio-de-Janeiro, en 1951, n° 232. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à créer le Conseil interprofessionnel des vins de la région

de Bergerac, n° 3589. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la délivrance de la carte d'identité de journaliste honoraire, n° 5311. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'herboriste, n° 9589.

Interventions :

Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : *Son amendement tendant à invalider M. Rastel* [29 novembre 1951] (p. 8670) ; -- du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9002 et suiv.) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 182, 183). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à investir M. Edgar Faure* [17 janvier 1952] (p. 276). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Avantages du plan Pleven, participation allemande, inefficacité du statu quo, utilité des 43 divisions prévues pour l'armée européenne, nécessité de faire contribuer les Allemands à l'effort commun)* [12 février 1952] (p. 619 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité d'une entente complète avec les U. S. A.)* [18 juin 1952] (p. 3023). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique européenne du Gouvernement [22 novembre 1952] (p. 5480). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Ouverture immédiate d'un débat économique et financier)* [4 décembre 1952] (p. 5937, 5938).

— Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur la baisse des prix, les dangers d'une crise ministérielle)* [22 décembre 1952] (p. 7019, 7020). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Sa motion tendant à investir M. René Mayer* [6 janvier 1953] (p. 38); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Sa motion tendant à investir M. Mendès-France* [4 juin 1953] (p. 2974); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Sa motion d'investiture au profit de M. André Marie* [18 juin 1953] (p. 3098); — à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Modération de l'ordre du jour de M. Garet, nécessité de faire l'Europe)* [27 novembre 1953] (p. 5631, 5632). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099); *Ses explications de vote sur la question de confiance : bataille de Dien-Bien-Phu, danger d'une crise ministérielle pour la Conférence de Genève, risque de dissolution, faiblesse et divisions internes du Gouvernement* [6 mai 1954] (p. 2146). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné : *Sa motion tendant à investir M. Mendès-France* [17 juin 1954] (p. 3003); — à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour (Hommage aux combattants, défense des Français et des populations indochinoises dans le cadre de l'Union française et des accords conclus)* [23 juillet 1954] (p. 3584, 3585); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.): *Ses explications de vote (Analyse négative du scrutin de la veille, hostilités conjuguées au Gouvernement et aux Accords, réactions sévères des Anglo-Saxons, préférence (posthume) pour la C. E. D., mais hommage aux efforts postérieurs du Président du Conseil, appel aux partisans de l'Europe, impossibilité pour la France de se*

déjuger une deuxième fois, nécessité d'une majorité aussi large que possible, pressions soviétiques inadmissibles (délégations au Palais-Bourbon, dénonciation du Pacte franco-russe), nécessité d'une ratification préalable des Accords « pour pouvoir négocier d'égal » [27 décembre 1954] (p. 6876, 6877). = S'excuse de son absence [12 février 1954] (p. 264), [29 juin 1954] (p. 3119), [26 mai 1955] (p. 3068), [22 juin 1955] (p. 3229). = Obient des congés [12 février 1954] (p. 264), [26 juin 1954] (p. 3119), [26 mai 1955] (p. 3068), [22 juin 1955] (p. 3229).

Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de député [8 juillet 1955] (p. 3749).

DELCOS (M. François), *Député des Pyrénées-Orientales (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat au Commerce

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 juillet 1954] (**F. n° 409**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre suppléant : de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et